

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 30 OCTOBRE 1979 - N° 983

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

SALTA (Saint-Ouen) : les travailleurs repoussent les flics

Dans la nuit de dimanche à lundi, les travailleurs de la SALTA de Saint-Ouen (voitures de presse), qui occupent leur entreprise depuis le 5 octobre, ont vu arriver le directeur, accompagné de nervis fascistes et de jaunes de FO. La manœuvre a lamentablement échoué : le patron s'est retrouvé seul face aux grévistes qui l'ont retenu jusqu'à 5 heures du matin. A l'extérieur, comme par hasard, arrivaient en même temps d'importantes forces de police : à l'issue de durs affrontements, les flics ont dû battre en retraite. L'occupation continue.

Edmond Maire polémique avec le PCF

Dimanche soir, Edmond Maire était l'invité du *Club de la presse*. A l'issue du Conseil national de la CFDT, qui a fait un premier bilan de la situation un peu plus d'un mois après l'accord interconfédéral, E. Maire estime que les résultats sont plutôt positifs. La polémique CFDT-PCF a rebondi à cette occasion. Maire a en particulier reproché au PCF sa façon d'intervenir dans les débats syndicaux, et ses tentatives de sabotage de l'accord unitaire CGT-CFDT. Par ailleurs, il a annoncé une semaine d'action interrégionale par branches, du 26 au 30 novembre, pour dire, faire « monter la pression »... A cette date, la CES (Confédération européenne des syndicats, à laquelle la CGT n'est pas affiliée) organise une semaine sur la réduction du temps de travail.

Demain dans
le *Quotidien du Peuple*

**ALSTHOM SAINT-OUEN
QUAND LES TRAVAILLEURS
ASPIRENT A DECIDER
DE LEUR LUTTE**

PUISSANTES DEMONSTRATIONS GREVISTES prévues ce mardi

Grenoble Merlin-Gérin, Progil, Sescosem, Neyrpic... ensemble dans la rue

Alsthom Les travailleurs en lutte convergent sur Paris



Les travailleurs d'Alsthom-Belfort à l'origine d'un puissant mouvement.

Corée du Sud : la mort d'un dictateur LA FRANCE DOIT CESSER TOUT APPUI AU REGIME FANTOCHE !

Parmi les hypothèses avancées sur la mort du dictateur sud-coréen, Park Chung Hee, on évoque volontiers celle d'une opération montée par la CIA américaine. Ceci, qui reste à confirmer, n'aurait rien d'extraordinaire, si l'on considère l'usure du dictateur qui était de plus en plus discrédité à l'intérieur, alors que dans le même temps, l'impérialisme américain reste très attaché à la « stabilité » de la Corée du Sud, puisqu'il continue d'en faire un point d'appui essentiel de son dispositif dans cette région du monde. Qu'aussitôt après la mort de Park Chung Hee — qui n'avait pas exercé sa dictature impitoyable durant de nombreuses années, qu'avec leur appui massif — les Etats-Unis n'aient pas craint, à travers une déclaration du département d'Etat, de s'en prendre ouvertement à la République populaire et démocratique de Corée, prouve seulement leur volonté de poursuivre leur politique hostile au peuple coréen. Notamment en continuant d'occuper militairement le Sud, et en s'opposant à la réunification pacifique de la Corée. En préférant une nouvelle fois des menaces contre la Corée du Nord, les Etats-Unis n'hésitent pas à s'en prendre à un pays socialiste qui n'a jamais ménagé ses efforts pour défendre son indépendance, y compris en s'opposant à diverses manifestations de l'hégémonisme soviétique.

Le politique positive de la Corée du Nord, l'odieuse dictature au Sud, n'ont pas empêché l'impérialisme français de toujours maintenir les liens diplomatiques avec le régime fantoche pro-américain et de continuer à refuser de reconnaître la République socialiste édifiée au Nord. C'est ainsi que Park Chung Hee devait être reçu officiellement au début de l'an prochain par Giscard d'Estaing, tandis que pour la première fois, un ministre français des Affaires étrangères — en la personne de Poncet — devait se rendre en Corée du Sud courant décembre. Cette visite sera-t-elle maintenue ? En tout cas, nous devons exiger son annulation, la rupture des relations avec le régime fantoche et la reconnaissance pleine et entière par la France de la République populaire et démocratique de Corée, le soutien à ses propositions constructives et pacifiques, pour la réunification de la Corée.

LIRE EN PAGE 7

J.P. G.

La journée de mardi sera une journée de rassemblement et de démonstration de force des travailleurs en lutte actuellement dans différentes villes de France.

A Grenoble, c'est une véritable vague de grèves qui s'est déclenchée : Merlin-Gérin, Progil, les mineurs et les hospitaliers de La Mure, Eurotungstène, Sescosem, Neyrpic... dans toutes ces boîtes, à des degrés divers, les travailleurs sont entrés dans la lutte. Mardi, ils sont appelés à manifester massivement dans les rues de la ville, toutes catégories confondues.

Mardi également, les grévistes du trust Alsthom convergent sur Paris. De Belfort on en attend plus d'un millier. Un train spécial et une quinzaine de bus ont été affrétés à cet effet. Ils retrouveront du côté de la place de l'étoile en début d'après-midi leurs camarades des différentes usines Alsthom en grève actuellement, notamment ceux de Saint-Ouen où la menace de l'intervention policière plane toujours.

LIRE EN PAGES 4, 5 ET 8

POUVOIR DE L'INFORMATION, INFORMATION DU POUVOIR

Par Nicolas DUVALLOIS

L'histoire de l'information télévisée n'a réellement débuté qu'en 1958. Auparavant, la télévision, peu répandue, se consacrait essentiellement aux spectacles, films et autres émissions dites «de variétés». L'instabilité des gouvernements rendait difficile le contrôle direct par eux de l'information. Aussi était-ce l'administration des PTT qui avait la haute main sur «l'outil-télévision».

De Gaulle ou le contact direct

Première transformation fondamentale en 1958, avec l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, et aussi avec l'essor considérable de l'achat de postes de télévision.

Une des premières mesures du nouveau gouvernement est d'élever la radio-télévision à l'administration des PTT pour la transformer en «établissement public»: la RTF est née. Avec une motivation politique bien précise. Dans les premières années, qui vont de 1958 aux législatives de 1962, De Gaulle gouverne seul: la grande majorité de la presse écrite lui est hostile, le «système des partis» aussi. De plus, le parti gaulliste, l'UNR, n'en est qu'à ses balbutiements et ne peut fournir au gouvernement le relais indispensable dans la population. La RTF répond à cette situation: elle est l'outil - quasiment le seul - par lequel De Gaulle peut s'adresser aux Français, les informer à sa manière, et orienter leur opinion. C'est l'époque des référendums, et c'est aussi l'époque des multiples interventions télévisées de De Gaulle, l'époque où le matériel de diffusion reste en permanence à l'Élysée, prêt à enregistrer à n'importe quelle heure les propos présidentiels.

La télévision - UDR

Changement de situation politique en 1962, ... et modification de la forme de la mainmise du pouvoir sur l'information. La guerre d'Algérie se termine, et la presse écrite de droite assouplit son attitude vis-à-vis de De Gaulle. Plus fondamentalement, celui-ci dispose maintenant d'un parti, l'UNR, qui détient la majorité absolue à l'Assemblée, et qui est à même d'étendre ses ramifications dans tous les rouages de la société, y compris donc l'information télévisée. De Gaulle a des relais. En 1964 sont créés les «bureaux d'information régionaux», ancêtres de FR 3, dont le rôle est ni plus ni moins que d'aider à la promotion des élus locaux et régionaux du parti gaulliste. C'est également en 1964 qu'est créé, par Peyrefitte, l'incroyable «Service de liaison interministériel pour l'information»: chaque jour, des hauts-fonctionnaires se réunissent... pour décider du contenu du journal télévisé!

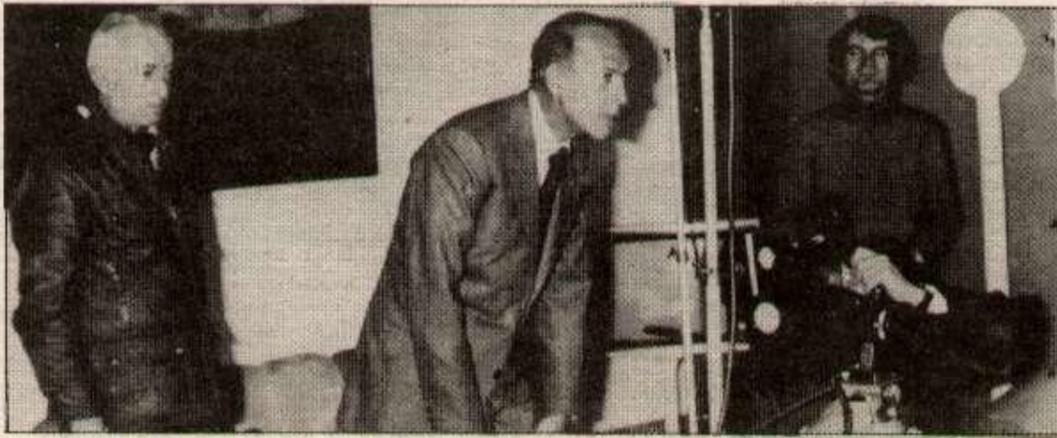
C'est l'époque où les présentateurs vedettes (François Gerbaud, futur député, Marcillac, etc.) ont la carte du parti gaulliste en poche. C'est l'époque où Gaston Monnerville, président du Sénat, est interdit de télévision parce qu'antigaulliste. De 1962 à 1969, il n'apparaît jamais sur

«TF 1, 20 h., avec Roger Gicquel». Le visage concentré du présentateur apparaît sur le petit écran, tandis qu'une voix «off» débite les titres de l'actualité. 7 millions de personnes regardent, et écoutent. Au même instant, ils sont près de 6 millions à voir apparaître, sur Antenne 2, le visage du jeune quadragénaire Poivre d'Arvor.

Tout le pouvoir de l'information est là. Chaque jour, 15 millions de personnes regardent les différents journaux télévisés, et près de 10 millions ne seront informés Q U E par la télévision, selon les résultats d'une récente enquête. Comment s'étonner dès lors que les gouvernants cherchent à utiliser ce pouvoir pour eux et leur classe?

Au fond, l'histoire de la mainmise du pouvoir sur l'information télévisée, c'est l'histoire du pouvoir lui-même. Qu'on en juge.

II - L'EPOQUE DE LA CENSURE LIBERALE



Giscard: sur les écrans, mais aussi derrière les caméras.

les écrans. Souvenons-nous aussi que l'événement de la campagne présidentielle de 1965 fut l'apparition télévisée de Mitterrand et de Lecanuet. Membres de l'opposition, ils n'avaient plus parlé à la télévision depuis... 1958.

Cette situation va se poursuivre, cahin-caha, sous le règne de Pompidou. Les principes et les modes de fonctionnement restent les mêmes, mais le mouvement de mai-juin 1968 est passé par là. La période gaulliste se meurt.

Giscard: deux fers au feu

Tout est alors modifié. Nous sommes en 1974, et Giscard est président de la République. Là où il y avait un parti dominant, hégémonique, il y a une division, des coalitions, un blocage qui ne vont que croître. Là où il y avait un personnage qui pouvait jouer de son prestige personnel pour assurer sa domination de classe, il y a un politicien élu avec 1 % de plus que son rival.

Les clivages politiques au sein de la bourgeoisie sont sensibles y compris au sein de l'appareil télévisé. Le problème posé en 1974 au gouvernement Giscard-Chirac est le suivant: comment continuer à assurer la domination du pouvoir sur l'information, comment assurer la propagande de la bourgeoisie, en sachant que celle-ci n'est plus unifiée, et que les anciennes formes de contrôle sont caduques. La réponse, ce sera la grande réforme de l'automne 1974, avec l'éclatement des chaînes.

La réforme de 1974 instaure trois chaînes - TF 1, A 2 et FR 3 - «libres» en ce sens qu'elles définissent elles-mêmes leurs programmes et peuvent jouer sur

les recettes publicitaires, mais bien contrôlées cependant, puisque c'est le gouvernement qui nomme les PDG, et le ministère des Finances qui répartit la manne, la redevance.

Cette contradiction - sociétés indépendantes du gouvernement mais financées par lui - se retrouve dans ce qui est aujourd'hui la manipulation de l'information télévisée. Tout se passe comme si le pouvoir, miné par ses contradictions internes, n'avait pas (encore?) tranché entre deux conceptions: une information directement contrôlée par l'Etat, une sorte de journal officiel («la voix de la France») et une information non-organiquement liée au pouvoir, mais assurant cependant la domination de la bourgeoisie par des formes plus subtiles. La contradiction a au moins l'avantage de permettre au gouvernement de mettre l'accent sur tel ou tel aspect, selon les circonstances politiques.

Inutile de s'apesantir sur les exemples directs de pression du pouvoir. On pourrait faire un livre rien qu'en additionnant les communiqués syndicaux dénonçant telle ou telle pression précise. Nous avons vu dans notre précédente édition ce qu'il en était de la valse des directeurs. Le choix des journalistes n'a pas failli à la règle. Présentons simplement ces propos de Chirac, cités par Jean Diwo dans son livre «Si vous avez manqué le début...»: «Je ne me suis absolument pas occupé des nominations à la télévision, je ne connaissais personne (sic). Quand il s'agissait de pourvoir un poste, Ponia sortait un papier de sa poche et citait les noms de «possibles». Et Marcel Jullian, ancien PDG d'Antenne 2, de compléter dans un autre livre: «C'est là qu'on me glissa, devant mes petits camarades, que

je serais bien avisé de prendre Xavier Larrère comme directeur; Armand Jammot comme directeur des programmes et Henri Marquie comme directeur de l'information...»

Les faits et les commentaires

Directeur de l'information... C'est là qu'intervient la nouveauté giscardienne. On dissocie. L'information devient un secteur à part. Dans l'information, on affirme, comme le faisait Giscard récemment, «l'objectivité, c'est-à-dire le principe de séparation du fait et du commentaire». Les partis veulent s'exprimer à la télé? On leur organise des «tri-

bunes», des «débats», bien délimités, annoncés comme tels. On diffuse au journal de 20 h. des extraits de discours, on montre les congrès. Ça c'est la «politique», et chacun des partis bourgeois est traité en égal (par exemple, pour les européennes, le décompte a fait apparaître que la liste Mitterrand a eu 10 h. 31 mn d'antenne, contre 9 h. 49 pour Chirac, 9 h. 22 pour Veil, et 8 h. 56 mn pour Marchais). Il y a aussi des «commentateurs» politique. C'est leur métier, ils «commentent». Mais ce n'est, n'est-ce pas, que leur avis. Et puis il y a les faits. L'analyse d'un journal télévisé est de ce point de vue éloquent (voir encart). Car «les faits», ce sont les grands problèmes du pays, et donc ceux auxquels le gouvernement s'attache. Quand Monory apparaît sur l'écran pour parler du chômage, il ne fait pas de politique. Simplement, il est ministre, il a des responsabilités, il travaille, et il parle de son travail. D'ailleurs, le journaliste de service a préalablement présenté «les faits», il a parlé de la «crise mondiale», du pétrole, etc.

L'opposition, ou le RPR, ne sont pas absents, que non. On parle d'eux. Après que Monory eut parlé du chômage, un vrai problème, on traite des querelles de courants au PS, si possible avec une déclaration. Et Maire peut même être invité à parler du chômage, lui aussi. A «cartes sur tables», dans une émission «politique». «Les faits», vous savez, la crise mondiale, le pétrole, ils sont donnés d'ailleurs, dans le journal. Quant à Giscard, il ne participe pas aux émissions politiques: il «fait le point» avec les Français, sur la crise mondiale, le pétrole...

Ainsi va la censure libérale, qui se pare de l'objectivité pour mieux intoxiquer. La censure, ce n'est plus l'action de supprimer telle information ou tel propos. C'est devenu, plus subtilement, l'art d'accommoder les choses. C'est une autre forme de la désinformation.

«Et maintenant, la politique»

Lundi 22 octobre - TF1 - 20 heures.

Événement numéro un pour Gicquel: la maladie de Barre. Il y consacre ses deux premières minutes. En donnant les faits: «C'est donc encore aujourd'hui de sa chambre d'hôpital qu'il assume les fonctions définies par la Constitution et c'est de cette même chambre qu'il suit avec ses collaborateurs une actualité politique plutôt fournie...» Nous avons un bon Premier Ministre, malade d'avoir trop travaillé, mais qui, malgré tout, de sa chambre d'hôpital...

Événement numéro 2: la nomination de Debatisse au gouvernement. La signification politique est évidente. Un «commentateur» en parlera à 23H30. Mais pour l'instant, les faits: notre industrie agro-alimentaire est mal en point, il faut s'en occuper. 5 minutes là-dessus. Notons au passage que les «explications globales» d'Emmanuel de la Taille, transcrites sur le papier, font 2700 caractères. Moins d'un quart de page du Quotidien du Peuple. Drôles («d'explications globales») en si peu de place.

«La politique, maintenant» nous dit Gicquel. Avec d'abord le siège européen rendu au PS: 1 minute, avec une citation socialiste «la décision rétablit notre bon droit». Et on embraye... sur l'échec de la gauche à Aix-en-Provence. Là, comme par hasard, commentaires du PS (contre le PCF) et commentaires du PCF (contre le PS). Et pour finir, citation de l'UDF raillant la querelle PS-PCF.

«La politique toujours», poursuit Gicquel en abordant le débat budgétaire. Enfin un commentaire journalistique, en direct du Palais Bourbon: «Pour comprendre, il faudrait être expert en procédure, docteur en subtilité, licencié en sous-entendu, etc...»

«Les autres nouvelles maintenant», celles qui ne sont pas politique sans doute: la grève des médecins, le procès de Liska, le procès des gangsters, de Nice, la Tchécoslovaquie, le Tour d'Italie automobile, etc...

Voyage de Giscard à Berlin Ouest

Giscard effectuait ce lundi une visite officielle à Berlin-Ouest. Il devait prononcer une allocution peu avant d'être accueilli par le chancelier Schmidt. C'est la première fois qu'un président de la République française effectue une visite officielle à Berlin depuis la mise en place du statut actuel de la ville. Selon un communiqué de la présidence de la République, cette visite « marque l'importance que le gouvernement français attache aux responsabilités qui lui incombent à Berlin et sa volonté de rester fidèle aux engagements qui sortent les siens ».

La visite de Giscard constitue une affirmation — relative — de fermeté face à la position soviétique sur Berlin. L'URSS affirme le caractère spécifique de Berlin-Ouest qu'elle refuse de considérer comme partie intégrante de la RFA. Le fait que Giscard y soit reçu officiellement par le chancelier ouest-allemand ne peut qu'indisposer la RDA et sa puissance tutélaire.

MEETING - CONGRES DU PARTI GISCARDIEN



Samedi, le parti giscardien a tenu à Paris un meeting baptisé « congrès national ». L'ampleur du rassemblement a surpris : quelque 10 000 congressistes étaient présents, au lieu des 5 000 annoncés, ils étaient amenés par cars de tous les départements.

La démonstration avait visiblement pour but de singer le partenaire concurrent de la majorité, qui a coutume de rassembler à l'occasion des foules relativement importantes.

On a donc assisté à ce spectacle inhabituel des militants bien mis du Parti Républicain, se pressant sous un chapiteau de la porte de Pantin, et se

graisant les mains de cacahuètes et de merguez.

Quant à la partie politique, elle a consisté, comme les partis de l'UDF en ont l'habitude, à affirmer qu'ils n'étaient pas des inconditionnels du gouvernement, ce qui ne convaincra pas grand monde. Des attaques feutrées ont été adressées au RPR : dans son discours, Jacques Blanc, secrétaire général du PR, devait dire à ce sujet : « Le droit à la critique, nous le revendiquons tous. Nous ne sommes pas des inconditionnels. Mais quiconque exerce ce droit imprescriptible doit exercer aussi son devoir de proposition. On ne condamne pas une politique sans en proposer une

autre (...) Notre rôle est de rappeler à tous ceux qui seraient parfois tentés de l'oublier le sens de leur engagement ».

Comme il se doit, la question des élections présidentielles a été abordée. Chacun sait que le PR soutiendra la candidature de Giscard. Il n'empêche que, comme tous les grands partis bourgeois, le parti giscardien a jugé prématuré de s'engager ouvertement dès maintenant dans le soutien à la candidature de Giscard : Blanc devait rappeler à ce sujet la formule de l'hôte de l'Elysée : « Laissons respirer le temps ».

F.N.

● Candidat giscardien à la tête de RTL

Le conseil d'administration de RTL doit se prononcer, le 14 décembre prochain, sur la candidature pour le poste d'administrateur délégué de Jacques Rigaud. Celui-ci est actuellement chargé de mission au cabinet du ministre des Affaires étrangères, François-Poncet. Il semble acquis que cette candidature sera acceptée sans difficulté.

La giscardisation de l'information est avancée.

● Projet socialiste : texte transmis aux militants

Après l'approbation par tous les courants du PS de l'essentiel du projet socialiste, un groupe de travail devait reprendre, ce lundi, la conclusion du texte. Celle-ci était jugée « trop dure » pour le PCF. Samedi, à RTL, Mitterrand minimisait les modifications à apporter à cette conclusion en expliquant qu'il s'agissait seulement d'une question de forme (rendre le texte plus bref).

Le texte va ensuite être soumis pour amendements aux militants du PS.

● Cachotteries

Les archives de la présidence de la République seront déposées aux archives nationales à la fin du septennat de Giscard. Elles seront accessibles au public... trente ans après (soixante ans pour les documents intéressant la défense nationale ou la sûreté de l'Etat).

Après certains scandales récents, cette décision tend évidemment à prouver que l'Elysée n'a rien à cacher.

Dans trente ans, on vous dira tout.

● PCF et Tchécoslovaquie

Dans un communiqué publié par *L'Humanité* de vendredi, le Bureau politique du PCF affirme notamment : « Les pays socialistes confirment une progression d'ensemble, malgré la persistance de problèmes liés à leur développement (...) La guerre idéologique mise en évidence par notre Congrès se poursuit, avec notamment les campagnes systématiques contre les partis communistes, la caricature de la réalité des pays socialistes, l'utilisation de la situation au Sud-Est asiatique dont le colonialisme est à l'origine ».

Lors d'une interview radiophonique, Fiterman a critiqué la décision du ministre français des Affaires étrangères de reporter son voyage à Prague. Le motif avancé par Fiterman est que se trouvaient en jeu dans ce voyage « des questions supérieures (...) celle de la paix, celle de la sécurité en Europe ».

● Lyon : pourquoi la fermeture du cinéma « Familia » ?

Depuis deux ans et demi, le cinéma Familia, implanté dans un secteur ouvrier et immigré du 3^e arrondissement à Lyon, tente de défendre une programmation sur les problèmes du tiers-monde, et de l'immigration : « Au nom du progrès », films anti-impérialistes, et plus récemment un film sur l'éducation « Alerte les bébés ». Le 17 octobre, c'était la sortie en exclusivité sur Lyon du film « Le juste droit » sur le problème de l'avortement, avec la participation du Planning Familial. Le 18 octobre, le responsable juridique de la salle, immigré en France, est convoqué au commissariat de police où on lui enjoint de fermer sa salle sur-le-champ. Le motif invoqué se base sur un rapport de la Commission de Sécurité datant du 4 septembre. Or, ce rapport avait été démenti quinze jours plus tard par une nouvelle visite et un nouvel avis, favorable en parole, de la Commission. On est en droit de s'interroger sur la brutale rapidité de la fermeture. Ce qui est vraiment visé, n'est-ce pas une fois de plus la liberté d'expression ? En pleine actualité brûlante, le renouvellement et l'amélioration de la loi Veil ? Un cinéma, dont l'existence dérange, dans un quartier promis à la « restructuration » (Saxe - Paul-Bert) ? Une attaque délibérée et insidieuse contre l'immigré responsable de salle de cinéma, comme cela s'était déjà produit avec les cinémas Gloria et Gambetta ?

Nathalie VILLOTIERS

Correspondant LYON

Meeting du PCRml et du PCML contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru

UNE ETAPE DANS LA MOBILISATION

Le meeting commun du PCRml et du PCML, du vendredi 26 octobre à Paris était une des étapes dans la lutte contre les projets racistes de Barre-Bonnet-Stoléru.

Cette manifestation caractérisa à sa manière le point de la lutte : mettant en évidence des acquis, des points positifs : multiples initiatives pour combattre ces lois, mais marquait aussi les difficultés de la mobilisation, les divisions à surmonter.

Parmi les initiatives s'inscrivant en positif, on compte bien sûr ce meeting même, organisé par nos deux partis, mais aussi la lutte toujours aussi déterminée du Comité de Coordination des foyers Sonacotra malgré la très dure répression dont il est l'objet, les messages de nombreuses associations d'étudiants étrangers ; le comité anti-expulsion d'Athys Mons (91) ; le collectif contre le racisme de Marseille ; les interventions des camarades de Nestlé (19^e arrondissement) et de l'Alsthom Saint-Ouen, unissant dans une cause commune la lutte contre les licenciements, la lutte pour les droits démocratiques et celle contre les lois racistes.

ETRE UN IMMIGRE, C'EST DEJA UN DELIT

En effet si elles étaient votées, elles stigmatiseraient

le fait que « d'être un immigré, c'est déjà un délit ». Pliant sous un statut discriminatoire et répugnant, les prisons comme celle d'Arcs seraient non seulement officialisées, comme maintenant, mais « la nécessité en serait tout à fait reconnue ».

Ces lois ne doivent pas passer, mais pour atteindre ce but, il faut être conscient des étapes à surmonter. Ainsi ces projets de loi enfoncent la classe ouvrière et les masses populaires dans de multiples divisions. Comme le soulignaient les camarades de Sopad-Nestlé et de l'Alsthom, dans leurs interventions une idée est largement répandue actuellement, rejetant sur les travailleurs immigrés la responsabilité du chômage. C'est l'idée, reprise par des Français mais aussi par des immigrés que « s'il y a du chômage, ici, je m'en retourne au pays ».

Un travailleur immigré, coincé par le chômage et par une menace d'expulsion sera plus enclin, et on le comprend, à accepter n'importe quel travail peu payé, assorti de conditions « de fermer sa gueule ».

Division entre français et immigrés, mais aussi parmi les immigrés. Ces lois ne prévoient pas un statut identique pour les maghrébins, les portugais, les réfugiés du Sud-Est asiatique etc.

CHANTAGE A LA REEMBAUCHE

Actuellement les travailleurs de l'Alsthom sont en lutte. L'un d'entre eux a expliqué à la tribune que certains immigrés projettent de retourner au pays, le temps des vacances, mais avant de partir, ils exigent une attestation du patron les garantissant d'une réembauche dès leur retour. Le patron refuse de délivrer ces attestations. N'est-ce pas une manœuvre de la direction pour diviser les immigrés et les français ? Certains ne seront-ils pas tentés de dire « les gars, arrêtez la grève, moi je voudrais mon attestation de réembauche ».

LUTTES OUVRIERES

Quand on arrive à Grenoble, une chose frappe aujourd'hui encore plus que la masse rocailleuse des montagnes environnantes, ce sont les usines Merlin-Gérin en grève avec occupation. Elles parsèment la ville, banderoles et drapeaux accrochés sur les bâtiments, exemple vivant de la classe ouvrière grenobloise en lutte.

Vendredi dernier, jour de procès pour de nombreux syndicalistes cités en référés, un piquet de grève offensif était en place à l'usine Sescosem. Progil poursuivait sa grève, Neyrpic débrayait, Eurotungstène préparait celle de lundi, et sur le plateau de la Mure, hospitaliers et mineurs sont toujours dans l'action, cela depuis déjà de longues semaines !

Grenoble en lutte. Grenoble qui sera mardi sillonné par les travailleurs en grève, ceux des métaux comme ceux de la chimie. Avec, au centre de la bagarre, les gars de Merlin-Gérin et comme le dicton l'indique « quand Merlin-Gérin bouge, c'est tout Grenoble qui bouge ».

Merlin Gérin

«ICI, C'EST LA BASE QUI A LES INITIATIVES»

Dans la zone industrielle, et en bordure de l'auto-route, l'usine «L» de Merlin Gérin. Des bâtiments modernes, une grande cour et derrière la grille cadenasée, le piquet de grève : une trentaine de gars. Deux drapeaux rouges flottent, siglés l'un CGT et l'autre CFDT. Quand nous partions, un militant CGT nous dira : « Tu sais ? ce rouge, pour les gars, c'est tout le sang de ceux qui sont tombés pendant l'histoire du mouvement ouvrier. Plus qu'un symbole, ce drapeau qui avoisine la pancarte « Usine occupée », c'est une référence. Les ouvriers du piquet nous parlent de leur lutte. Pour plusieurs d'entre eux, ils ont à cœur de rétablir la vérité sur leurs salaires. La direction dans la presse locale a gonflé les chiffres. L'un va me chercher sa fiche de paye. Oui, il n'y a pas de doute, pour ce P1, onze ans d'ancienneté, la paye n'est que de 3011 francs. Même si des primes s'y ajoutent, la hausse des cotisations sociales et des impôts se

chargent de laminer le salaire...

« Avant » me disent-ils, « c'était une boîte paternaliste, depuis deux ans avec le passage sous le contrôle du baron Empain, c'est fini. Ils ont même ressorti le règlement intérieur de 1946, et l'appliquent à la lettre. Résultat : si on est malade, il faut prévenir le chef dans la demi-journée etc... Et ce n'est qu'un exemple... »

A l'usine «L». La troisième semaine de grève — dont la seconde d'occupation — commence. « Le moral est bon », disent les gars. « Tu sais, on est 400 ici, regarde ce matin le piquet ; il y en a encore autant à l'intérieur. Certains matins, on est même jusqu'à 150 ».

L'INTERSYNDICALE FONCTIONNE MIEUX QU'ON POURRAIT L'ESPERER

Côté syndical, CGT et CFDT s'entendent bien, estime un ouvrier. « Même

«QUAND MERLIN GERIN BOUGE C'EST TOUT GRENOBLE QUI BOUGE»

De notre envoyé spécial Michel BERTEL

les types de FO nous ont rejoint. Nous parlons des difficultés à coordonner l'ensemble des gars de Merlin Gérin, dispersés dans une douzaine d'unités. « Au début, cela a été dur, maintenant, il y a une bonne coordination. C'est aussi l'avis d'un militant CGT qui nous rejoint à la grille : « Il y a une excellente coordination entre toutes les usines. L'intersyndicale fonctionne même mieux qu'on pouvait l'espérer. Je demande comment se déroule l'occupation. Deux ouvriers unanimes : « Ici, c'est la base qui a les initiatives. C'est nous qui avons rendu visite aux autres usines, c'est comme les collectés ou les diffusions de tracts, ce sont des gars de la base qui vont diffuser, ce n'est pas comme avant, où c'étaient seulement les délégués. Un militant CFDT rajoute : « C'est la base qui a décidé de se mettre dans l'illégalité en fermant la porte ». La base ! Pour ces ouvriers il est clair, sans minimiser le rôle d'une intersyndicale, que c'est

avant tout à eux qu'il appartient de prendre les décisions, de proposer des initiatives. Ouvriers de Merlin Gérin, ils sont conscients de leur rôle de « phares » : « Tu sais, il y a un dicton qui date de mai 1968 : Quand Merlin Gérin bouge, c'est tout Grenoble qui bouge. Ce dicton est ressorti... »

C'est l'importance de la lutte de ces 7000 grévistes sur la région grenobloise. Une lutte qui n'est pas seulement un ras-le-bol, mais comme le note ce militant : « un mouvement de fond. Les travailleurs ont choisi de se battre aujourd'hui sans attendre. Les gars sentent qu'il faut bouger, certes, mais c'est pour gagner. C'est clair dans la tête de tous. A la manifestation l'autre jour, ils lançaient un mot d'ordre qu'on n'avait jamais entendu : « On doit gagner, on doit gagner ! ».

ON A REUSSI A FAIRE D'UNE MAUVAISE CHOSE UNE BONNE CHOSE

Lutter pour gagner, avec cette occupation, sans aucune illusion sur les cadences de la direction, la détermination des gars de Merlin Gérin de cette usine «L» n'est pas à démontrer !

L'isolement de chacune des boîtes est un problème réel. Dans certaines unités, les gars pensent un peu « chacun pour soi ». Mais, pour ce militant, « l'handicap de la dispersion joue beaucoup moins maintenant ». On a réussi à faire d'une mauvaise une bonne chose. Si la direction tente une provocation, tu as toutes les autres usines qui vont débarquer ». Néanmoins, les gars restent vigilants. Même si la direction n'a pu mobiliser jusqu'à maintenant que 300

personnes, en majorité des cadres, pour parader ; et encore ! L'autre jour, les cadres avaient honte : « Ils entraient même dans les pissières pour se cacher », me dit un ouvrier.

La direction de Merlin Gérin a rencontré vendredi la direction des syndicats pour des contacts exploratoires mais rien de précis n'a été proposé. « On ne va pas se coucher devant eux », dit cet ouvrier. Parole juste ! Les gars de Merlin sont bien engagés dans l'action. Nous quittons l'usine, nous serons dans des mains. Sur le trajet du retour vers Grenoble, nous croisons une usine Merlin Gérin sur les bords de l'Isère. A côté du sigle MG, d'énormes lettres noires : « En grève ». Une des 18.

GRENOBLE : TOUS A LA MANIFESTATION
Mardi à 15h30
Place Gustave Rivet

LUTTES OUVRIERES

Séguy à Saint-Etienne lance la campagne prud'homme de la CGT

IL ANNONCE UNE «PRESSION MAXIMALE SUR LE CNPF, POUR LES NEGOCIATIONS SUR LE TEMPS DE TRAVAIL»

Quelques centaines de militants CGT, dans le trop vaste hall du palais de la foire de St-Etienne ont accueilli Georges Séguy, venu jeudi 25 octobre « saluer les travailleurs de la Loire en lutte » et lancer la campagne CGT des élections prud'homales. Plusieurs délégations d'entreprise en lutte étaient très applaudies : Modern'tube (St-Denis de Cabanne), Porcher (La Coteau), Auxil (St-Etienne).

Le développement des luttes dans la Loire faisait de St-Etienne une bonne tribune pour la confédération CGT, pour appeler à des actions nationales d'ampleur. Une telle initiative répond bien à deux préoccupations majeures de Georges Séguy : placer la CGT en position de force à la veille du scrutin prud'homale et faire admettre la CGT comme moteur de l'unité d'action CGT-CFDT. Aussi l'intervention confédérale commença-t-elle à s'installer ce meeting comme « une nouvelle réunion électorale », tenue par Séguy à St Etienne. Etait-ce une raison cependant pour rappeler avec tant d'insistance les municipales de 1977 et le soutien alors commun de Séguy, Maire et Henry (FEN) à Sanguedoce, le maire actuel ?

VERS UN NOUVEAU CAVALIER SEUL CGT ?

Alors, pour mener campagne tout était bon lors de ce meeting stéphanois ; à commencer par le refrain connu selon lequel Maire aurait succombé au « consensus patronal gouvernement syndical à l'occasion du salon de l'informatique ». C'était de bonne guerre !

Fallait-il pour autant travestir les faits à propos de l'accord interconfédéral CGT - CFDT, au point d'affirmer que ce serait : « La riposte CGT d'août et l'initiative CGT de septembre qui auraient amené la CFDT à un accord général d'unité d'action » ?

C'était oublier que les militants CGT de la Loire ont eu le temps d'y réfléchir et de discuter du contenu de cet accord. Beaucoup ont vu ce qu'ils devaient à la CFDT ; surtout avec le prolongement qu'il a eu ici sur la question de l'immigration et celle de l'IVG, au niveau des UD. D'ailleurs le responsable confédéral René Lomet, n'a-t-il pas été amené récemment à venir rassurer les mili-

tant du département ? Et combien étaient-ils dans cette salle à croire au succès de la semaine d'action CGT du 3 au 7 septembre ? En tout cas certains délégués CGT des métaux de Saint-Etienne s'interrogeaient ouvertement : « Nous, la mobilisation dans nos boîtes, nous faisons tout pour, la semaine d'action nous l'avons suivie. Est-ce que cela suffit pour entraîner les travailleurs, pour créer les conditions d'un tous ensemble ? Il faudra quand même se demander pourquoi, alors que dans toute une série de secteurs, le climat est à la lutte, les autres ne suivent pas ! »

Et des militants de la santé auraient voulu que l'appel de Séguy au développement de l'action serve à épauler la lutte en cours à l'hôpital Saint-Jean Bonnefons et à aider à son extension plutôt que de venir prétendre dans la Loire que la CFDT est « absente sur le terrain même et dans l'action » comme l'a écrit L'Humanité Rhône-Alpes.

On retiendra cependant de cette réunion, menée tambour battant, par Claude Fournier, de l'UD CGT, une utile volonté de mobiliser les cadres CGT et les militants. Bien sûr c'est pour un large succès

l'hôpital psychiatrique de St-Jean Bonnefons...

C'était là le climat nécessaire au secrétaire confédéral de la CGT pour mettre publiquement la CFDT devant une proposition d'action interconfédérale, interprofessionnelle, destinée à exercer, selon lui, sur la rencontre du 14 novembre avec le CNPF concernant la réduction du temps de travail, « la pression maximale des travailleurs ».

de la CGT aux élections des prud'hommes, mais, conjoncturellement, cela va aller dans le sens des luttes et cela n'est pas négligeable parce que, « les travailleurs voteront, pour ceux qui, à leur côté, se seront tenu au premier rang de l'action » la CGT a besoin de résultats concrets. C'est peut-être dans la période, une bonne chose que de vouloir « faire exercer au maximum la pression des travailleurs » pour arracher des succès revendicatifs. Aussi n'est-il que plus regrettable de voir dans le même temps s'affirmer une tactique sectaire un « syndicalisme de boutique » contenu dans le nouveau chantage de Georges Séguy, d'un « cavalier seul » CGT en novembre.

C'est pourquoi certains militants CGT de Saint-Etienne souhaitent visiblement que l'appel de Claude Fournier (« et maintenant tout le monde sur le pont avec la CGT ») se traduise, dans la pratique, par une application active et sincère de l'accord départemental CGT - CFDT pour le développement des luttes dans la Loire.

C'est pourquoi certains militants CGT de Saint-Etienne souhaitent visiblement que l'appel de Claude Fournier (« et maintenant tout le monde sur le pont avec la CGT ») se traduise, dans la pratique, par une application active et sincère de l'accord départemental CGT - CFDT pour le développement des luttes dans la Loire.

On retiendra cependant de cette réunion, menée tambour battant, par Claude Fournier, de l'UD CGT, une utile volonté de mobiliser les cadres CGT et les militants. Bien sûr c'est pour un large succès

Correspondant SAINT-ETIENNE

REPRISE DU TRAVAIL A MOTOBECAINE ST-QUENTIN ET AUX ARDOISIERS DE TRELAZE (ANGERS)

Les travailleurs de Motobécane à St-Quentin, en grève depuis trois semaines, ont voté la reprise du travail à la fin de la semaine dernière. A Trélazé également, près d'Angers, les ardoisiers ont repris le travail après une lutte de plusieurs semaines, qui compte de nombreux acquis. Nous reviendrons sur ces deux luttes dans nos prochaines éditions.

DUCELLIER : LES REFERES ORDONNENT L'EXPULSION Le tribunal des référés du Puy (Haute-Loire) a ordonné vendredi l'expulsion des grévistes qui occupent l'usine Ducellier de Vergongheon.

Thomson (Sescosem et DTE)

«LES CHOMEURS ONT-ILS DROIT A LA LIBERTE DU TRAVAIL ?»

Samedi 10 heures au local CFDT de Thomson CSF. Des militantes et des militants sont réunis pour rédiger le tract d'appel à la grève de ce mardi. En face des locaux syndicaux, au pied de la masse de rocaïl du massif de la Chartreuse qui la surplombe, l'usine Sescosem et DTE. 1700 travailleurs dont 90 % de femmes travaillent la semaine sur les chaînes. Les yeux fixés au binoculaire et au microscope : on y fabrique des composants électroniques. La moitié des travailleurs est posté. Le salaire minimum y est de 2 300 F « sans manquer un jour ou une heure, sinon les primes sautent ». L'encadrement — des anciens militaires — confond encore une caserne et un atelier d'usine.

« Poussez-les, frappez-les ! »

Dernière touche au ta-

bleau : la direction ne cesse de grignoter les libertés syndicales, de contrôler les déplacements des délégués...

Ce samedi matin, le journal régional Dauphiné Libéré (« Le Daubé ») pour de nombreux grenoblois est lu attentivement par les militants rassemblés au local. Le communiqué des sections CGT et CFDT de la CSF sur la journée de vendredi, y est publié « pour l'essentiel ». Les phrases manquantes sont relatives à la dénonciation des « véritables commandos qui rappellent les méthodes fascistes utilisées dans certaines usines de l'automobile ».

Car la journée de ven-

dredi à la CSF fut chaude. Alors qu'un piquet de grève était en place dès 5 heures du matin, un piquet offensif, la direction est violemment intervenue contre les grévistes. « C'est la première fois que cela se passe ainsi » note un militant CFDT. « C'est la direction qui a organisé la maîtrise, chef du personnel et directeur en tête. Ils crient « poussez, frappez... Et ils n'ont cessé de provoquer et d'agresser ». Devant la détermination des grévistes, la direction a carrément renvoyé chez eux les gars de l'équipe de l'après-midi. De toute façon l'initiative syndicale de mettre en place un piquet de grève, a permis de rassembler — c'est un élément nouveau et positif — beaucoup de monde autour des filles de la Sescosé.

Les revendications, outre les points particuliers à l'usine grenobloise, sont celles de l'usine Thomson : 450 F d'augmentation plus 2,5 %, le salaire mini à 3 000 F, la 5^e semaine et les 35 heures. La lutte dure depuis un mois, avec des débrayages répétés. Mais pour beaucoup « il fallait frapper un grand coup » comme le dit ce militant CFDT de la DTE. Le bilan de la journée ? « Il est favorable » ajoute-t-il. Il reste maintenant à mobiliser pour mardi, la journée nationale Thomson. Pour cette autre militante de la

Sesco : « Il fallait faire une grève efficace. Et puis, ce que l'on obtient c'est valable pour tout le monde. On fait entrave à la liberté du travail, estime la direction. Et alors, les chômeurs peuvent-ils en disposer eux de cette liberté ? »

Question simple et logique !

Deux flashes donnant la situation dans d'autres boîtes nous sont donnés : à Eurotungstène, lundi, les gars font 24 heures de grève et à Neyrpic, vendredi, l'ambiance était bonne : les gars ont défilé dans les ateliers et les bureaux...

Rendez-vous est donc pris pour mardi matin devant la Thomson, au piquet de grève.

CHIMIE : DES POSSIBILITES D'EXTENSION

Mobilisés en permanence par les directions des usines en grève, les huisiers grenoblois se font actuellement du beurre. « Ils se font 1,5 millions, par jour », disait un syndicaliste à l'issue des jugements en référé, vendredi après-midi. Si les patrons ne lésinent pas sur les citations en référé - 17 syndicalistes de Merlin Gérin - 19 travailleurs dont 16 délégués à Rhône-Poulenc, Pont de Claix, plusieurs mineurs de la mure, et des actions en justice probables contre des filles de Thomson. Les jugements rendus sont dans l'ensemble assez cuisants pour le patronat grenoblois. Il fallait voir par exemple la figure blême des cadres de Merlin Gérin, étroitement rassemblés sous leurs parapluies noirs, dans un angle du palais de justice vendredi ! En gros, les référés ont demandé aux treize grévistes cités de Merlin Gérin de ne pas trop se montrer pendant le week-end, et de plus — ce qui a fait rire plus d'un gréviste présent — il appartient à Merlin Gérin de payer les frais de justice !

OUVRERA UN RAPPORT DE FORCE

Pour Rhône Poulenc (Progil), l'ordonnance devait être rendue ce lundi à 17 heures et une AG des gars de Progil devait faire

le point dans la matinée.

Sous la pluie battante, à l'issue du procès, nous avons discuté avec un militant CFDT du Progil. Pour lui les choses sont claires : « Si la grève est si forte là-bas - le mouvement a été revoté jeudi à une plus grande majorité que les deux fois précédentes - c'est parce que la plateforme revendicative (300 francs pour tous et amélioration des conditions de travail) est claire et mobilisatrice. Ce n'est pas le catalogue », disait-il. Parce qu'aussi l'unité syndicale est bonne et que dans ce climat grenoblois où il n'y a pas moins de 8 000 grévistes, la mobilisation est forte.

Avant même que l'annonce d'une manifestation des métaux soit rendue publique, il nous apprenait que le syndicat Chimie, de toute façon, s'associerait à toute initiative de rue, même si ce n'était que les métaux. Il faut voir là la preuve évidente de la volonté de certains syndicalistes d'ouvrir à un rapport de force solide de toutes les boîtes en lutte, qu'elles soient des métaux ou de la chimie...

« D'autant plus, ajoutait-il, que les possibilités d'extension de la bagarre à toutes les usines de la chimie de la région sont importantes, notamment dans la zone comprise entre Pont de Claix et Ville... »

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevot
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

DEPUIS LE 5 OCTOBRE LES MINEURS DE LA MURE ONT CESSÉ LE TRAVAIL

Le conflit a éclaté parce que les mineurs ont conscience d'être surexploités par les houillères. Selon les chiffres fournis par le ministre de l'Industrie, ils se classent avant dernier pour les salaires dans les mines du Centre-Midi, juste avant les mines de la Loire, qui ferment en 1980. Un ouvrier de La Mure, travaillant au fond gagne 280 F de moins par mois que la moyenne. Les mines de La Mure desquelles ont extrait une anthracite d'une qualité exceptionnelle, devaient fermer en 1975. Elles ont été « sauvées » par la hausse du prix du pétrole...

Après une période de licenciements déguisés, sous forme de conversions entre 1970 et 1974, l'embauche a repris. Les jeunes de la région, poussés par le chômage et attirés par les salaires, (un ouvrier travaillant dans une équipe « au rocher », peut gagner

3 500 à 4 000 F par mois) ont retrouvé le chemin de la mine. Mais, certains, comme la vingtaine qui ont été impulsés à l'initiative nationale pour l'emploi, sont exclus des avantages du régime minier. Un fort contingent d'ouvriers turcs, une centaine travaillent ici depuis trois ans. Fait nouveau, car auparavant, les mineurs étaient presque tous polonais et italiens. 45 % de la main d'œuvre travaillant au fond à moins de 5 ans d'ancienneté. Il y a certes un recul de « l'esprit minier » traditionnel, mais ce rajeunissement des effectifs a

La mine de La Mure dans le Dauphiné, est paralysée par la grève des 814 ouvriers du jour et du fond depuis le 5 octobre.

Le 25, les mineurs reconduisaient leur mouvement. La lutte est à un virage, mais n'est pas terminée. Vendredi soir, la CGT qui est majoritaire (55 % des votes aux élections professionnelles) a séquestré la direction. Ce lundi, une délégation de l'intersyndicale (CGT et CFDT) est reçue à Saint-Etienne par la direction des mines du Centre-Midi.

Le 25, les mineurs reconduisaient leur mouvement. La lutte est à un virage, mais n'est pas terminée. Vendredi soir, la CGT qui est majoritaire (55 % des votes aux élections professionnelles) a séquestré la direction. Ce lundi, une délégation de l'intersyndicale (CGT et CFDT) est reçue à Saint-Etienne par la direction des mines du Centre-Midi.

Le 25, les mineurs reconduisaient leur mouvement. La lutte est à un virage, mais n'est pas terminée. Vendredi soir, la CGT qui est majoritaire (55 % des votes aux élections professionnelles) a séquestré la direction. Ce lundi, une délégation de l'intersyndicale (CGT et CFDT) est reçue à Saint-Etienne par la direction des mines du Centre-Midi.

Le 25, les mineurs reconduisaient leur mouvement. La lutte est à un virage, mais n'est pas terminée. Vendredi soir, la CGT qui est majoritaire (55 % des votes aux élections professionnelles) a séquestré la direction. Ce lundi, une délégation de l'intersyndicale (CGT et CFDT) est reçue à Saint-Etienne par la direction des mines du Centre-Midi.

UNE GREVE DURE

La direction a été occupée deux fois par les ouvriers. Les cadres de Maitrise (ETAM) et les ingénieurs se sont opposés au mouvement et vendredi dernier, ils ont forcé le

Sylvain LEMOUSSU

COMMENT MOSCOU A MIS LA MAIN SUR L'ETHIOPIE

Les procédés du néo-colonialisme soviétique mis à nu par les étudiants éthiopiens

III - Une base d'agression bien tenue en mains

A la faveur du conflit avec la Somalie, Moscou s'est livré à des manœuvres tortueuses qui lui ont permis d'imposer la présence massive en Ethiopie de ses «conseillers militaires» et de ceux de Cuba. Désormais, la dictature de Mengistu était bien en mains...

Peu après sa mainmise sur l'Ethiopie, l'hégémonisme soviétique reçut un coup sévère : la Somalie a rompu ses relations avec Cuba, expulsé les 4 000 conseillers soviétiques et mis fin aux «facilités» navales et aériennes dont bénéficiait l'URSS à Berbera et Kismayu. En même temps, la Somalie dénonçait le «traité d'amitié et de coopération» de 1974.

La contre-offensive de Mengistu, avec une politique de terre brûlée et de massacres, commença en février 1978. Dans cette guerre sauvage contre des populations déjà très éprouvées, le régime de Mengistu a eu recours à 40 000 hommes de l'armée régulière, 80 000 de la milice, ainsi que plus de 3 000 Cubains et 1 000 Soviétiques.

En mars 1978, la Somalie an-

nonçait qu'elle avait complètement retiré ses troupes de l'Ogaden. Alors que les Soviétiques avaient justifié leur participation au conflit par la participation de l'armée régulière somalienne, même après le retrait des troupes somaliennes, les troupes soviéto-cubaines sont restées stationnées en Ethiopie, ce pays devant leur servir de base d'agression contre les pays voisins.

Vers la subordination politique

Ensuite, Mengistu fit ce qui fut appelé «une visite de travail» à Moscou. Le communiqué commun ressassait des formules telles que «détente» et «paix universelle», mais cachait le but réel de cette visite, qui était de mettre sur pied un plan pour s'attaquer à la lutte de libération du peuple érythréen.

Le même mois, Mengistu prit la tête d'une délégation à La Havane pour exprimer son «éternelle gratitude» pour les mercenaires cubains qui avaient participé au conflit de l'Ogaden. Comme sa visite en URSS, elle avait pour but de coordonner les plans militaires pour la contre-offensive en Erythrée.

Campagne antichinoise

En septembre 1978, Castro fit

une visite en Ethiopie pour participer à une cérémonie célébrant le quatrième anniversaire de la junte et à une prétendue «Conférence internationale de solidarité avec les peuples arabes et africains» qui se tint à Addis-Abeba du 14 au 17 septembre. Une délégation soviétique de haut niveau y participait, conduite par Vassili Kouznetzov, membre du Bureau politique et du Soviet suprême. Les délégations soviétiques et cubaines inspectèrent plusieurs installations militaires dans le pays, observèrent des manœuvres militaires à Jijiga.

A l'occasion de cette cérémonie, le régime de Mengistu engagea une campagne antichinoise en déversant toutes sortes de calomnies contre la République Populaire de Chine. Ces attaques faites par Mengistu dans son discours montraient clairement sa soumission politique à Moscou.

Deux mois plus tard, en novembre 1978, la signature à Moscou du «traité d'amitié et de coopération» soviéto-éthiopien couronnait les activités de deux ans de pénétration social-impérialiste en Ethiopie, donnant un point de départ à une intensification des entreprises de l'URSS contre les peuples de la région et de l'ensemble du continent africain.

Traduction QdP

La pénétration économique

Bien que l'Ethiopie soit un des pays les plus pauvres d'Afrique, son potentiel économique est très important. Du point de vue agricole, l'Ethiopie pourrait, selon un rapport de l'ONU, devenir un «grenier du Moyen-Orient» si ses terres étaient convenablement exploitées et irriguées. Les possibilités de développement de l'élevage sont immenses.

Le potentiel de production d'électricité hydraulique est de 56 milliards de kW-heures, ce qui place l'Ethiopie en seconde position après le Zaïre en Afrique. L'Ethiopie dispose des plus importantes réserves mondiales d'énergie géothermique. De plus, son sous-sol renferme d'importantes réserves de minerais mal connues et mal exploitées (pétrole, gaz, or, platine, etc.).

En quelques mois, les Soviétiques se sont donné les moyens d'assurer leur emprise sur de nombreux domaines de l'économie éthiopienne. On peut en citer quelques exemples : dans le domaine des transports, l'Aeroflot a signé un accord avec la compagnie éthiopienne et assure depuis avril 1977 un vol régulier

Addis-Abeba-Moscou. En août 1978, un accord analogue a été passé dans le domaine des liaisons maritimes. Ces accords ont permis d'augmenter considérablement les relations commerciales qui avaient déjà connu un certain essor sous le règne d'Hailé Sélassié. En général, l'URSS vend à l'Ethiopie des produits finis de mauvaise qualité ou vieillissants (autos, machines, vélos) en échange des productions agricoles éthiopiennes (café, cuir, huiles, etc.).

Sous prétexte d'aide et de coopération, les experts soviétiques ont pris le contrôle de la principale mine d'or, celle d'Adola, en vertu d'un accord passé le 17 mars 1978. A Ambo, les Soviétiques ont construit un laboratoire d'agronomie et de phytopathologie afin de prendre en mains l'exploitation des ressources agricoles. A Bahr Dar, des experts soviétiques dirigent deux fermes et une laiterie. D'après un accord signé en mai 1977, les experts soviétiques doivent être impliqués dans la création ou la modernisation d'une soixantaine d'entreprises. Cette «aide» est

financée par des prêts remboursables par la fourniture de produits venant de ces entreprises. L'expérience de l'Inde montre que les Soviétiques ont des exigences exorbitantes et se servent de ces remboursements pour piller leurs «partenaires» ou exercer sur eux des pressions.

Outre les conseillers et les experts soviétiques, il faut compter ceux venant de Cuba et d'Europe de l'Est, qui jouent un rôle analogue.

Les experts cubains sont présents dans de nombreux domaines de l'agriculture et de l'industrie. En particulier, ils semblent avoir investi totalement l'industrie sucrière.

L'Allemagne de l'Est joue également un rôle particulier en Ethiopie : on compte en 1977-78, une douzaine de délégations d'experts de RDA ; ces visites sont suivies d'accords économiques et de coopération. Pendant la même période, des conseillers de RDA tiennent trois séminaires sur la planification économique à chacun desquels assisteront une centaine de hauts-fonctionnaires éthiopiens.

Province du Tigrāi

UNE ENORME BASE MILITAIRE D'IMPORTANCE STRATEGIQUE EN CONSTRUCTION AVEC L'APPUI DE L'URSS

Le Tigrāi est une province du nord de l'Ethiopie jouxtant l'Erythrée. La majorité de la population y parle le tigrinya, une des langues parlées en Erythrée. La nationalité tigrinya, comme les autres, a subi sous le règne de Hailé Sélassié, l'oppression de la classe dirigeante féodale qui entendait imposer une seule culture dans l'empire éthiopien. A cette époque, parler tigrinya pouvait conduire à la prison ou à la torture. Le mouvement de résistance s'est structuré dans cette province dès le début des années 60. Comme à partir de 1974, le gouvernement du Derg a refusé de répondre aux aspirations de la population du Tigrāi, le F.P.L.T. (Front Populaire de Libération du Tigrāi) a lancé la lutte armée contre le régime avec pour but «l'indépendance politique, économique et culturelle» dans le cadre d'un «front uni avec les autres nationalités d'Ethiopie et les forces et partis progressistes». Le FPLT a développé l'unité d'action militaire avec le mouvement de libération érythréen. Il dénonce aujourd'hui l'installation d'une base militaire au Tigrāi.

ENTRETIEN AVEC DES REPRESENTANTS DU FRONT POPULAIRE DE LIBERATION DU TIGRAI (F.P.L.T.)

«Le Derg ne contrôle pas le Tigrāi. Il a essayé de mobiliser 40 000 miliciens dans la province, mais ce fut un échec. Il n'en a jusqu'à présent rassemblé que 6 000, et en fait il y a beaucoup de déserteurs.

«On dénombre 30 000 hommes de troupe éthiopiens dans le Tigrāi, assistés de conseillers cubains et soviétiques ; mais plus significativement, le Derg fait actuellement construire une base de très grande importance stratégique dans le Tigrāi, à Kuliha (10 kilomètres de Makale, la capitale), au cœur d'une région montagneuse et inexpugnable. Les travaux ont commencé voici un an et demi et ils ne sont pas encore terminés. Les paysans habitant la région ont été chassés et de grandes précautions sont prises pour prévenir toute indiscretion. Mais selon des recoupements de différentes sources, nous sommes en mesure d'affirmer que cette base (15 kilomètres de long) où se constituent un vaste aéroport, des centres de télécommunications et d'entraînement (commandos, aviateurs, tankistes...) etc... aura bientôt une grande signification pour la Corne de l'Afrique et au-delà. Car les moyens engagés et les buts visés dépassent largement les besoins militaires actuels de l'Ethiopie. Cette base est destinée à devenir une nouvelle «Kagnew Station» (1), dont le premier but sera d'assurer les arrières de l'armée éthiopienne pour tenter de régler définitivement le problème érythréen. Et ensuite de mener des activités d'espionnage et peut-être plus... contre les pays voisins (Soudan, Arabie Saoudite, Yémen du Nord et Djibouti - à 10 mn en MIG 21 de la base). Le Derg semble vider le contrôle du détroit de Bab El Mendeb - des bataillons éthiopiens s'entraînent déjà au Yémen du Sud et on assiste à un renforcement des troupes cubaines. Pour souligner l'importance que revêt la présence de cette base au Nord du Tigrāi, nous ajouterons qu'un général soviétique a visité son emplacement au mois de juillet (...) En fait, tout se passe comme si l'Ethiopie allait devenir le nouveau gendarme de l'URSS dans la Corne de l'Afrique et au-delà.

«Les six derniers mois ont été marqués par une intensification de la guerre dans le Tigrāi.

Voici quelques dates repères :

Juin 1978 - Campagne militaire continue - offensive éthiopienne arrêtée jusqu'en septembre sur les fronts ouest, centre et est.

Septembre 1978 - Nouvelle et plus grande offensive sur le centre du Tigrāi, arrêtée elle aussi.

Mars 1979 - Engagement de trois brigades éthiopiennes (6 000 hommes) appuyées par l'aviation (MIG 21/23, F.5) et par les tanks. L'offensive visait la région ouest, d'une part, pour écraser le FPLT bien implanté, d'autre part pour contrôler la production d'encens (80 % de la production éthiopienne). Une brigade locale a été anéantie et la région occidentale a été libérée.

Mai 1979 - 12 brigades engagées (24 000 hommes). La nouvelle campagne fut stoppée en 45 jours par le FPLT et sa milice ; elle s'est soldée du côté éthiopien par 4 000 morts, 2 000 blessés et de nombreux prisonniers (des paysans miliciens de la «Zematcha» relâchés peu après).

Action sur Adoua - contrôle de 6 heures.

Juin 1979 - L'ennemi est sur la défensive. Le FPLT passe à la contre-offensive et attaque les garnisons de Hawzien, Giget, Samre, Bora, Adishenu, Chelena... La route Addis-Abeba - Makale - Asmara est coupée (cf. communiqué militaire).

Toute la campagne tigréenne est maintenant aux mains du FPLT.

«Nous combattons pour le droit du peuple tigréen à l'auto-détermination. Si la situation devient politiquement excellente, et si les masses sont conscientes, nous acceptons de former une fédération avec les nations amies de l'Ethiopie sur la base de l'égalité ; mais si notre but n'est pas atteint, nous envisageons la création d'un Etat indépendant...»

(1) Activités : communications, renseignements et entraînement militaire.

Le dictateur sud-coréen assassiné

PARK CHUNG HEE :

«UN AMI SOLIDE DE L'AMERIQUE»

Venant au pouvoir par un coup d'Etat militaire en 1961, Park Chung Hee brise la tentative démocratique amorcée en Corée du Sud après la chute du régime fasciste de Syngman Rhee en avril 1960.

Avec l'appui actif de l'impérialisme US, Park organise sa dictature en interdisant partis et syndicats, en épurant l'armée, en organisant la CIA sud-coréenne, service de renseignements omniprésent qui quadrille la population. A chaque tentative de résistance ou de mouvement populaire, le dictateur proclame l'état d'urgence ou la loi martiale. Dans tout le pays, le régime fait une propagande forcenée contre le communisme et con-

Le dictateur Park Chung Hee, qui vient d'être assassiné à Séoul avait fidèlement servi les intérêts de l'impérialisme américain, qui n'a jamais cessé

tre la République populaire et démocratique de Corée. Très souvent sont organisés des exercices contre les prétendues «menaces d'invasion» par la Corée du nord. De plus, le régime de Park enverra avec les troupes américaines un corps expéditionnaire de 50 000 hommes au Vietnam.

Pendant cette période, la Corée du Sud est largement ouverte aux investissements étrangers, surtout américains et japonais. Ce qu'on a appelé le «boom» de ce pays, c'est en fait le développement

d'industries de main-d'œuvre, tournées vers l'exportation avec de très bas salaires. Ce «développement» s'est fait au prix d'une surexploitation des travailleurs : aujourd'hui 75 % des travailleurs ont des salaires dérisoires par rapport au coût de la vie, tandis qu'une couche de privilégiés représentant 0,3 % de la population touche 43 % des revenus. Pendant les trois dernières années, l'inflation était de l'ordre de 25 ou 30 %/an.

En 1972, face au développement des luttes démocratiques et populaires, et vu le recul de l'impé-

rialisme US, Park doit accepter le dialogue avec la République populaire démocratique de Corée : il signe le 4 juillet un communiqué commun envisageant la réunification pacifique de la patrie, conformément aux propositions faites par le président Kim Il Sung. Mais par la suite, le dictateur remet en cause ce dialogue et renforce la répression en Corée du Sud. Ces dernières années, il doit faire face à des difficultés croissantes et son régime s'isole de plus en plus à l'intérieur où toute opposition est étouffée car accusée de collu-

sion avec la Corée du Nord, à l'ONU où le soutien aux positions de la Corée du Nord, demandant le retrait des troupes US, se renforce. Pendant sa campagne électorale Carter s'engage à un retrait progressif de ces troupes, ce qui affaiblit encore davantage la position de Park.

Le dictateur essaie en vain d'enrayer la progression des mouvements d'opposition. L'opposition parlementaire gagne les élections en décembre 1978, Park en trèque les résultats. Ensuite, en sep-

tembre 1979, il tente d'exclure du Parlement le chef du nouveau parti démocratique : tous les députés des l'opposition démissionnent. C'est alors que le mouvement étudiant, qui a toujours été à l'avant-garde des luttes, prend une ampleur sans précédent ces dernières semaines. Les coups portés au régime par les dernières manifestations étudiantes ont provoqué une crise interne qui a sans doute coûté la vie au dictateur lui-même, que Carter, en guise d'oraison funèbre vient de qualifier ainsi «un ami solide de l'Amérique, un allié sûr, et un dirigeant capable».

J.P.C.

Corée du Sud

UN ENJEU

POUR L'IMPERIALISME US

La Corée du Sud a été transformée depuis les années 1950, depuis la guerre d'agression US, en une des plus importantes bases américaines à l'étranger : 30 000 soldats américains y sont basés en permanence, les ports et les aérodromes de ce pays sont à la totale disposition des forces américaines ; l'armée sud-coréenne, forte de 600 000 hommes, est étroitement dépendante de l'état-major américain.

Depuis l'arrivée de Carter au pouvoir, d'importantes dispositions ont été prises par la Maison Blanche : le président américain avait prévu de retirer la totalité des troupes américaines en Corée avant 1982. Le corollaire en était que la capacité de combat de l'armée coréenne soit relevée, grâce à un accroissement des livraisons militaires et un resserrement des liens avec l'armée américaine. Un crédit américain de 2 milliards de dollars a déjà été alloué pour des achats d'armes par la Corée. Le ministère US de la Défense a rendu officielle son estimation selon laquelle de nouveaux contrats d'un montant de 1,79 milliard de dollars seraient vraisemblablement signés pour l'année 1980 : la Maison Blanche souhaiterait en outre qu'une aide militaire de 225 millions de dollars soit approuvée par le Congrès au titre de «compensation pour le retrait des troupes américaines», alors même que leur retrait est suspendu. A Séoul, en novembre 1978, le ministre américain de la Défense, inaugurant avec Park Chung Hee les bâtiments du commandement unifié qu'il venait de mettre en place, témoignait de la volonté de l'impérialisme américain de perpétuer sa mainmise sur la Corée du Sud.

UN RETRAIT SUSPENDU

En juillet 1979, profitant de l'avion qui l'avait conduit au sommet occidental de Tokyo, Carter se rendait à Séoul, où il annonçait la suspension du retrait américain. Environ 2 000 soldats avaient été retirés depuis la décision de 1976, alors que d'après les prévisions, 3 400 auraient dû l'être en 1978. Le motif sur lequel la décision de suspension est fondée reposait sur une estimation selon laquelle les forces de la République populaire et démocratique de Corée auraient considérablement augmenté. Les estimations mises en avant par la CIA servaient à justifier la décision américaine de suspension du retrait aussi bien que l'exigence que Carter émettait, et que Park Chung Hee appliquait, d'accroître le budget de guerre de la Corée du Sud. En 1980, selon les prévisions, la Corée du Sud augmentera ses dépenses militaires de 32% par rapport à 1979. Celles-ci absorberont 6,7% du budget de l'Etat.

Les décisions prises par Carter au début de sa présidence n'ont pas réduit les troupes de combat stationnées en Corée. Elles ont, par contre, renforcé considérablement l'armée coréenne et resserré l'em-

prise américaine sur celle-ci.

UNE SITUATION QUI S'EST PROFONDEMENT MODIFIEE

Les causes de la décision de suspension du retrait américain prise par Carter en juillet sont de plusieurs ordres : tout d'abord, la situation militaire s'est sensiblement modifiée dans la région au cours même de la présidence de Carter : la flotte soviétique du Pacifique a désormais un tonnage double de celui de la VII^e flotte américaine, en deux ans l'aviation soviétique s'est accrue des deux tiers ; la présence soviétique s'est affirmée en Mer du Japon, l'installation de marines soviétiques dans les Kouriles a fait de ce potentiel énorme une force opérationnelle qui s'affiche. L'engagement soviétique au Vietnam et en Afghanistan a significativement la capacité soviétique et la volonté du Kremlin de s'imposer dans une région où, il y a moins de dix ans, les USA régnaient en maître, et où ils ont encore d'énormes intérêts.

Les conditions dont dispose l'impérialisme US pour faire valoir ses intérêts — autre raison — se sont modifiées : en particulier, la normalisation des relations avec la République populaire de Chine, et la rupture des relations officielles avec Taïwan qui s'en est suivie, ont rendu tout à fait aléatoire l'utilisation de l'importante base US que constituait l'île chinoise. L'un des moyens de pallier à l'effritement de la toute puissance US dans

la région a pu sembler être la consolidation du «verrou coréen».

De plus, les modifications prévues par Carter concernant la Corée — telles que le retrait des troupes US — comme tous les choix que les Etats-Unis sont contraints d'opérer, soulèvent de violentes polémiques aux USA dans la classe politique, dans l'appareil d'Etat et l'administration elle-même. Ainsi, la décision de retrait avait été violemment critiquée par Haig, par exemple, alors qu'il était à la tête de l'OTAN.

DISTANCES VIS-A-VIS DE PARK CHUNG HEE

Dans le même temps, pour consolider ses positions en Corée, l'impérialisme US prenait certaines distances vis-à-vis de Park Chung Hee. Une violente attaque était menée contre le régime de celui-ci au Congrès américain : une enquête concernant les pots de vin versés par la Corée du Sud à des parlementaires US pour avoir leur soutien avait déconsidéré le lobby coréen au sein du congrès avant l'accession de Carter au pouvoir. En 1978, le Congrès suspendait pour un an «l'aide alimentaire» à la Corée du Sud en rétorsion contre les activités de la CIA coréenne aux USA. En juillet 1979, Carter lui-même voyait la censure de Séoul interdire aux journaux de reproduire les propos qu'il avait tenus au cours de sa visite, où il demandait la levée de certaines mesures de répression ; il avait notamment exprimé «sa sympathie»

pour les opposants emprisonnés avant son arrivée et demandé leur libération.

A l'occasion des récents incidents de Pusan, où des étudiants ont été sauvagement massacrés par l'armée, une réunion de très haut niveau s'est tenue autour de Carter ; elle décidait d'exprimer l'inquiétude des USA et de demander à Park d'assouplir son attitude, au moyen d'une lettre de Carter au Président coréen et d'une sermonne de Vance à l'ambassadeur coréen. Elle décidait de suspendre les garanties que les USA donnaient pour les emprunts effectués par Park auprès de la Banque asiatique de développement.

Si la mort de Park Chung Hee se révélait ne pas être un de ces assassinats dont la CIA s'est fait une spécialité, il n'en resterait pas moins que toute l'attitude de l'administration américaine indique qu'elle était bien peu satisfaite de la politique de Park qui, en écrasant l'opposition, rend plus fragile le régime et rejette y compris des gens sur lesquels les USA espéraient pouvoir compter. Ainsi s'évanouit Park, créature de Washington, devenue encombrante. Pour autant, les problèmes ne sont nullement réglés, et la succession du dictateur peut donner lieu à des coups de théâtre liés à la situation extrêmement précaire qui prévaut en Corée du Sud et qui pourrait entraîner pour le peuple coréen de nouvelles souffrances dues à l'oppression américaine.

Grégoire CARRAT

LE PRESIDENT HUA GUOFENG EN GRANDE-BRETAGNE
Le Président Hua Guofeng a quitté dimanche l'Allemagne fédérale pour la Grande-Bretagne, où il doit rester une semaine en visite officielle.

CEE : NEGOCIATIONS SUR LE MOUTON

Les ministres de l'Agriculture et de la Pêche des Neuf sont réunis à Luxembourg ces lundi et mardi. A l'ordre du jour, le problème des exportations britanniques de viande de mouton, et celui de la pêche à la langoustine, contentieux entre la France et la Grande-Bretagne.

URSS
Selon certaines informations, les dirigeants soviétiques auraient l'intention de vider Moscou d'une grande partie de sa population, en partie des jeunes, pendant les Jeux olympiques de 1980 : sous prétexte de sécurité. En fait, pour éviter la multiplication des contacts avec les étrangers.

URSS ET SUD YEMEN
A l'issue de son voyage à Moscou la semaine dernière, le chef de l'Etat sud-yéménite, Abdel Fattah Ismail, a signé un traité «d'amitié et de coopération», comportant une clause militaire, liant le Sud-Yémen à l'Union Soviétique pour une durée de vingt ans. Ce nouveau traité ressemble comme un frère à celui signé par l'URSS avec l'Ethiopie qui, rappelons-le, fait face au Sud-Yémen de l'autre côté du détroit de Bab-el-Mandeb.

Alsthom Saint-Ouen

SUCCEES DE LA JOURNEE PORTES OUVERTES

La popularisation se poursuit

Dès vendredi, les grévistes de l'Alsthom Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) s'étaient mobilisés pour la préparation de la journée portes ouvertes. Les CRS devaient intervenir contre un groupe de travailleurs qui diffusaient des tracts d'appel à la journée : six d'entre eux étaient même retenus quelques heures.

Samedi soir, de nom-

breux travailleurs de Saint-Ouen se sont pressés pour la soirée de gala, et dimanche pour visiter l'usine occupée et participer aux débats.

La journée portes ouvertes a été marquée par un débat sur le déroulement de la lutte : de nombreux travailleurs, des syndicalistes, ont témoigné de la si-

tuation dans leur usine. Un membre du Comité de coordination des foyers Sonacotra a exprimé la volonté des résidents de populariser la lutte. On notait également la présence d'une délégation de l'UIS-CFDT de Longwy, qui présentait un montage de diapositives montrant l'importance des actions efficaces dans la popularisation de

leur lutte.

Ce mardi, une grande manifestation est prévue devant le siège de l'Alsthom à l'appel de la CGT et de la CFDT : un millier de travailleurs de Belfort doit arriver par train spécial, ainsi que de nombreuses autres délégations de province. C'est une occasion que nous ne manquerons pas, de marquer notre volonté de lutte aux côtés des autres travailleurs de l'Alsthom. La manifestation comptera dans ses rangs les travailleurs de Râteau-SEM-Le Bourget.

D'autres actions de popularisation étaient prévues ce lundi.

La direction multiplie les manœuvres pour venir à bout de la grève : lundi matin, la maîtrise tentait de faire signer une pétition réclamant l'intervention de la police ; ces serviteurs zélés du patronat ont notamment fait pression sur des travailleurs immigrés ne lisant pas le français.

Correspondant
ALSTHOM SAINT-OUEN



Delle-Alsthom-Villeurbanne

EN GREVE POUR 700 F D'AUGMENTATION !

Jeudi 25 octobre, les travailleurs de Delle-Alsthom-Villeurbanne ont rejoint le cortège des usines en lutte dans le trust Alsthom. Depuis le début septembre, un projet de 298 licenciements avait été déposé avec des conditions exceptionnelles pour encourager des départs volontaires (2 millions de prime, un mois de préavis, ancienneté). La liste des départs volontaires fut rapidement complète et la direction propose même d'en «faire profiter plus d'ouvriers». Résultat de l'opération : 342 suppressions de postes et de grosses difficultés pour engager une riposte conséquente.

Mais, le jeudi 18 octobre la CGT et la CFDT appelaient au débrayage dans tout le trust Alsthom. A Villeurbanne, des cahiers de revendications circulent alors rapidement : 700 F d'augmentation, 13^e mois, ponts payés, 35 heures, 5^e semaine de congés.

Les discussions s'engagent, «les cadences ont augmenté mais les salaires n'ont pas bougé ; cela ne peut plus durer !» Une semaine plus tard, la direc-

tion rencontre les délégués syndicaux, mais refuse de lâcher quoi que ce soit. Aussitôt un vote s'organise : trois propositions sont faites par les sections CGT et CFDT qui recueilleront : contre l'action : 13 %, pour des grèves tournantes : 27,8 %, pour une grève de 24 heures reconductible : 58 %, pour d'autres formes d'action : 3,3 %.

1 500 travailleurs ont voté, sur 2 400 salariés. Vendredi 26, à l'occasion de l'assemblée générale tous les travailleurs présents, sans exception, ont voté pour la poursuite de la grève ce lundi.

Les débats parmi les travailleurs sont nombreux : faut-il occuper ou pas ? Faut-il des piquets de grève devant l'usine ? Faut-il empêcher des gens des bureaux de rentrer ? Comment populariser la lutte ?

Cependant, les sections syndicales semblent mal cerner l'enjeu des débats dans l'usine aujourd'hui. Quelles initiatives prendre, comme à Belfort par exemple, pour «tenir le coup ?» Quel type d'action proposer ? Comment nous

fixer des cibles précises ? Comment organiser la lutte, etc.

Toutes ces questions devront être rapidement abordées si l'on veut que l'action puisse durer et que

la détermination des travailleurs de Delle leur permette de faire aboutir leurs revendications.

Correspondant
DELLE-ALSTHOM-
VILLEURBANNE

● Gravelines et Tricastin les risques demeurent

Jeudi soir et vendredi, les ouvriers de Framatome ont chargé le réacteur de la centrale nucléaire de Gravelines, dans le Nord. «Mission accomplie», en présence de représentants de la direction, sous la «protection» de vigiles. Vendredi après-midi donc, les sept «crayons» de combustible étaient dans le cœur du réacteur. La grève du personnel de conduite de la centrale à l'appel de la seule CFDT, n'a pu empêcher le chargement. Pourtant les résultats des contrôles sur les fissures ne sont pas tous dépourvus !

Sur le site de la centrale du Tricastin (près de Valence) un ouvrier est mort, en vérifiant les circuits électriques, près du réacteur n°2. Il a été asphyxié par des émanations d'azote. Comment ce gaz s'est-il échappé ? Y-a-t-il eu des fuites ? Pourquoi cet ouvrier travaillait-il seul dans cet «immense labyrinthe désert» ? demanda la CGT. Aussitôt, le personnel du site de Pierrelatte a débrayé, et est allé occuper le siège d'Eurodif. Au Tricastin, on s'attend à l'annonce du chargement du réacteur n°1. La CFDT s'y oppose toujours, puisque les contrôles sont insuffisants.

M.C.

● MANIFESTATION DES MOTARDS

Des milliers de motards se sont rassemblés dimanche place de la Concorde pour protester contre la vignette. Ils ont gagné l'autoroute de Lille, faisant passer gratuitement les automobilistes au péage. Des manifestations similaires se sont déroulées dans de nombreuses villes de province. Des collectes pour les vieux ont été organisées, recueillant des sommes importantes : les motards ont ainsi voulu rappeler la promesse jamais tenue d'affecter les recettes de la vignette auto aux personnes âgées.

● BAVURES : LES DEUX CRS D'ANNECY CONDAMNES EN APPEL

Les deux CRS qui, cet été à Annecy, avaient fait subir des violences à un jeune «parce que sa tête ne leur revenait pas», ont été de nouveau condamnés en appel par la Cour de Chambéry. Ils ont été reconnus coupables de «violences illégitimes avec préméditation, dans l'exercice de leurs fonctions». Six et trois mois de prison ferme, en attendant la décision de la commission de discipline des CRS...

● LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE AUX JEUX OLYMPIQUES

Le Comité exécutif du Comité International Olympique vient d'adopter une résolution favorable à la participation de la République populaire de Chine aux prochains Jeux Olympiques. Cette décision pour être définitive devra être toutefois soumise au vote des 89 pays membres du Comité olympique.

La République populaire de Chine devient membre du CIO au titre de «Comité olympique chinois».

Des sportifs de Taiwan participeront également aux JO, mais sous le sigle de «Comité olympique chinois de Taïpeh» et sans drapeau ni hymne.

● LES ELECTEURS BASQUES APPROUVENT LE STATUT D'AUTONOMIE

Le jeudi 25 octobre, les deux projets fixant les modalités de l'autonomie en Catalogne et au Pays Basque ont été approuvés à de très fortes majorités par les électeurs de ces deux régions. En Catalogne d'ailleurs rien ne pouvait laisser supposer un échec et les partis politiques catalans ne sont que plus déçus du taux élevé des abstentions : près de 41 %.

Au Pays Basque, le taux d'abstention de l'ordre de 40 %, est considéré par les partisans du statut d'autonomie comme une défaite des séparatistes basques. Ceux-ci en effet avaient donné une consigne d'abstentions, or celle-ci dépassent de peu celles qui avaient été enregistrées le 3 avril dernier lors des élections municipales.

Il semble que la coalition indépendantiste Herri Batasuna, proche d'ETA militaire, n'ait pas été suivie par l'ensemble de son électorat, dont une partie a probablement voté «oui». Le statut d'autonomie a donc été adopté, non seulement par la majorité des votants, ce qui était attendu, mais aussi par plus de la moitié des électeurs inscrits (53 %), résultat qui ne semblait pas évident à la veille du scrutin. H.B.

● BILBAO : LE PROCES CONTRE L'AVORTEMENT EST SUSPENDU

Vendredi, 11 femmes et un homme devaient être jugés pour avoir pratiqué, subi ou favorisé des avortements. Deux des inculpés risquaient 55 ou 60 ans de prison. Finalement, prenant prétexte de l'absence de 3 inculpées, les juges annonçaient le procès suspendu, sans préciser de nouvelle date. Il faut dire que dans tout le pays, la mobilisation contre le procès de Bilbao avait pris de grandes proportions. 1357 femmes avaient signé un manifeste en faveur de la libéralisation de l'avortement, 1200 hommes, dont certains très connus, venaient d'en faire autant. Le jour du procès, les bureaux de poste de Bilbao n'arrivaient plus à faire face au flot de télégrammes de protestation... Aussitôt après l'annonce de la suspension du procès, une manifestation est partie du tribunal pour exiger la libéralisation de l'avortement.

Autre procès, au Portugal. Le 29 octobre, Conceição Massano passait devant les juges pour avoir avorté. Le même jour, une manifestation nationale était prévue à Lisbonne. Une pétition déjà signée par 17 000 femmes circule. Conceição risque de 2 à 8 ans de prison, son procès a commencé en 1974 !

● En raison de l'abondance de l'actualité des luttes ouvrières, nous ne publierons que dans notre édition datée de mercredi la suite de l'article «les incontrôlables fissures du nucléaire» qui traitera de : «Ce que disent les circulaires».